

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue Maréchal Foch - CS 50021  
27020 EVREUX CEDEX

EVREUX, le 29/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MANOIR PITRES**

Usine du Manoir  
12 rue des Ardennes  
27590 Pîtres

Code AIOT : 0005800545

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2023 dans l'établissement MANOIR PITRES implanté 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite aux précédentes visites de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) faisant état de non-conformités, les actes suivants ont été pris :

- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/22/45 de mise en demeure du 22/03/2022,
- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/27 de mise en demeure du 10/05/2023,
- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/28 rendant la société MANOIR PITRES redevable d'une astreinte administrative du 04/05/2023.

La visite a pour objectif de vérifier que la situation est régularisée pour l'installation de stockage de déchets inertes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANOIR PITRES
- 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres
- Code AIOT : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société Manoir Pîtres est une fonderie spécialisée dans la métallurgie des aciers inoxydables avec deux technologies : moulage statique au sable et réalisation par centrifugation de tubes d'acier à hautes performances. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation au titre des rubriques 1450, 1716, 2545, 2551, 2560, 3240 (IED) et à enregistrement au titre des rubriques 2515, 2560, 2565, 2760 et à déclaration pour d'autres rubriques.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Vérification des actions mise en œuvre pour respecter les actes suivants :

- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/22/45 de mise en demeure du 22/03/2022 portant sur le non-respect de l'article 2.2.6 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2016 (clôture),
- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/27 de mise en demeure du 10/05/2023 portant sur le non-respect des articles 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2016 et 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 (déchets inertes admissibles et procédure d'acceptation préalable),
- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/28 rendant la société MANOIR PITRES redevable d'une astreinte administrative du 04/05/2023 suite au non-respect de l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/22/45 de mise en demeure du 22/03/2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture et parcelles libérées	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.6	Levée d'astreinte
2	Déchets inertes admissibles	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.1	Sans objet
3	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Observations 1 et 2 1 mois

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que les non-conformités ayant fait l'objet des actes suivants sont levées, la situation est régularisée :

- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/22/45 de mise en demeure du 22/03/2022,
- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/27 de mise en demeure du 10/05/2023,
- arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/28 rendant la société MANOIR PITRES redevable d'une astreinte administrative du 4/05/2023.

L'inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/28 rendant la société MANOIR PITRES redevable d'une astreinte administrative du 4/05/2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : CLOTURE ET PARCELLES LIBEREES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En vue de sécuriser les zones périphériques Est et Ouest de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI), le périmètre de l'ISDI est modifié par la pose d'une clôture en retrait de la limite actuelle tel qu'indiqué en annexe 1 : les nouvelles limites sont délimitées en bleu. L'exploitant met en place une clôture de 2 mètres sur l'intégralité du nouveau périmètre de l'ISDI (tracé bleu en annexe 1) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les parties des parcelles qui vont être libérées en périphérie Est et Ouest (annexe 1) doivent faire l'objet de restrictions d'usage en vue de conserver la mémoire des pollutions résiduelles, maintenir l'actuelle couverture végétale et maîtriser l'usage futur de ces parcelles (interdiction de jardin potager...). L'exploitant doit déposer un dossier visant à instaurer ces restrictions d'usage (instauration de servitudes d'utilité publiques...) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>

**Constats :**

Par courrier du 26/04/2023, l'exploitant a indiqué avoir signé le bon de commande le 13/02/2023 avec une fin de travaux prévue le 12/06/2023. compte tenu des contraintes du prestataire. L'exploitant a transmis des photos pour justifier de la réalisation effective de la clôture par courriel du 6/06/2023.

Lors de la visite, il a été constaté la présence de la clôture sur tout le périmètre de l'ISDI d'une hauteur de 2 mètres et du portail d'entrée permettant d'empêcher des intrusions sur le site. Des panneaux d'interdiction d'entrer ont été placés sur la clôture tous les 50 mètres.

S'agissant des restrictions d'usage suite à la libération des parcelles, le dossier de demande de servitudes d'utilité publique a été instruit en 2018, l'arrêté préfectoral du 1er mars 2018 n°DELE-BERPE-18-388 instaure les servitudes à respecter sur les parcelles concernées.

Lors de la visite, il n'a pas été observé de non-respect de ces servitudes (l'interdiction de jardins et arbres fruitiers est respectée).

**Conclusion :** la situation est régularisée (l'article 2.2.6 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2016, visé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/03/2022 et l'arrêté d'astreinte administrative du 4/05/2023, est respecté). L'astreinte fixée par l'arrêté d'astreinte administrative du 4/05/2023 n'est plus exigible. Compte tenu que les travaux ont été commandés et mis en oeuvre dans un délai court, il n'est pas proposé de mettre en liquidation l'astreinte. L'inspection propose d'abroger cet arrêté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte

## N° 2 : DECHETS INERTES ADMISSIBLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets inertes admissibles sont les sables de fonderies et les terres ayant fait l'objet d'une opération de dépollution biologique sur la plate-forme de la société IKOS SOL MEIX à Pîtres. Code déchet - Description : 17 05 04 - Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses  De manière exceptionnelle, d'autres déchets inertes, figurant uniquement dans la liste des déchets de l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes (...), peuvent être admis sur l'installation de stockage des déchets inertes sous réserve de l'accord préalable de monsieur le préfet et sur la base d'une demande de modification comprenant à minima les éléments visés à l'article 1.4.1 et notamment la justification de la demande (intérêt de la demande, type de déchets inertes selon les libellés et codes déchets, provenance géographique, tonnages, contrôle...) et les éventuelles incidences de la modification.
<b>Constats :</b> Par courrier du 26 avril 2023, la société Manoir Pîtres a porté à la connaissance de monsieur le préfet que d'autres déchets inertes (dépôts complémentaires de terres et cailloux) seront déposés par son prestataire afin d'atteindre les volumes maximum prescrits dans l'arrêté préfectoral et respecter la date de fin d'exploitation de l'ISDI.
<b>Conclusion :</b> la situation est régularisée (l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2016, visé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2023, est respecté).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Procédure d'acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.  L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.  Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>• qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>• que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>• que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

**Constats :**

Par courrier du 26 avril 2023, la société Manoir Pîtres a transmis la procédure d'acceptation préalable mise en œuvre, accompagnée d'un certificat d'acceptation préalable (CAP). Lors de la visite, il a été indiqué à l'exploitant que la procédure d'acceptation préalable ne permet pas de disposer de tous les éléments d'appréciation justifiant que les déchets reçus sont caractérisés comme non dangereux et inertes.

De même, le CAP ne précise pas que les terres doivent être inertes et non dangereuses. Le producteur devrait s'engager à vérifier leur caractère non dangereux au regard des propriétés HP1 à HP15 après dépollution.

Par courriel du 13 septembre 2023, la société MANOIR Pîtres a transmis le document "BPF Gestion des déchets de l'ISDI", celui-ci précise les modalités d'acceptation et de traçabilité des déchets au sein de l'ISDI.

En particulier, il est demandé les "conclusions de la société de dépollution sur le caractère de dangerosité HP1 à HP15" des terres après dépollution ainsi que toutes les analyses ayant permis d'aboutir à cette conclusion (origine des terres, nature et concentrations des polluants, polluants traités et résultats après traitement). Un audit terrain est réalisé à chaque dépôt de terre.

**Conclusion :** la situation est régularisée (l'article 3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2014, visé par l'arrêté de mise en demeure du 10 mai 2023, est respecté).

**Observation n°1 - sous 1 mois :**

La procédure précise que le registre d'admission indiquera le nom et l'adresse du chantier d'où proviennent les matériaux inertes. La société MANOIR Pîtres doit collecter les coordonnées GPS du chantier, le nom et coordonnées des producteurs du chantier d'origine (avant dépollution) afin de pouvoir compléter le RNDTS.

Il n'est pas mentionné que l'audit de terrain doit comporter un contrôle visuel, cette vérification est à ajouter.

**Observation n°2 - sous 1 mois :** le CAP est en cours de finalisation, l'inspection demande la transmission de ce document finalisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet